



Déclaration CES de Nicosie: Un appel urgent aux dirigeants européens

Déclaration adoptée lors de la réunion du Comité exécutif des 10-11 mars 2026

L'Europe est mise à l'épreuve par la guerre sur notre continent, par l'instabilité croissante à l'échelle mondiale et par les pressions économiques et politiques grandissantes à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières.

Les tensions internationales croissantes, l'intensification des conflits, la crise climatique, l'escalade de l'instabilité commerciale et économique et la pression croissante sur les valeurs démocratiques et la coexistence pacifique entre les peuples et les pays exigent une réponse européenne claire, unie et décisive, qui place le progrès social et économique au centre de ses préoccupations et qui soit soutenue par le bond en avant en matière d'investissements nécessaire pour concrétiser ce progrès.

Partout en Europe, des pertes d'emplois et des processus de restructuration sont déjà en cours dans divers secteurs de l'économie. Alors que la Commission européenne estime que l'Europe a perdu 27 000 emplois dans le secteur manufacturier chaque mois au cours des deux dernières années, la précarité de l'emploi s'étend bien au-delà de ce secteur. Les défis en matière d'emploi sont également visibles dans certaines parties du secteur des services, où l'activité ralentit. Bien que le marché du travail dans son ensemble reste résilient et que de nouveaux emplois soient créés, ceux-ci sont moins bien rémunérés et offrent des conditions moins favorables que ceux qui ont été perdus. Dans le même temps, d'autres secteurs sont confrontés à des pénuries de main-d'œuvre en raison de conditions de travail précaires, comme le manque de plus de 1,2 million de travailleurs dans le secteur de la santé, ce qui compromet la résilience et la préparation de l'Europe. Cela reflète une tendance plus large et croissante à la précarité des travailleurs dans l'ensemble de l'économie, exacerbée par la détérioration de la qualité des emplois, la pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail et la prolifération des conditions de travail précaires. Cette pression se fait sentir à travers toutes les générations, avec des conséquences à long terme pour ceux qui entrent sur le marché du travail et construisent leur avenir.

Face à ces défis, les syndicats de toute l'Europe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne, restent fermes et unis pour appeler les dirigeants européens à prendre des mesures urgentes afin de protéger et de développer le modèle social et économique européen.

Le bien-être des peuples doit être au cœur de la coopération européenne. L'objectif doit être clair : le plein emploi, des emplois de qualité et le progrès social dans une économie sociale de marché hautement compétitive.

Un problème réel ne peut justifier une mauvaise réponse

L'Europe ne doit pas répondre aux défis actuels en revenant aux recettes défaillantes de la déréglementation et de l'austérité. La déréglementation actuellement encouragée sous le prétexte de la « compétitivité » n'est pas une solution, mais une menace directe pour les droits des travailleurs, l'égalité entre les sexes, la protection de l'environnement et de la santé et les normes sociales. La CES rejette fermement ce programme de déréglementation et toute tentative visant à affaiblir les négociations collectives et les conventions collectives, le dialogue social ou les droits des travailleurs et des syndicats.





Le principe de non-régression en matière de droits et de normes du travail doit être garanti dans toutes les initiatives de l'UE.

L'Europe ne deviendra pas plus forte en réduisant les droits du travail, en démantelant les protections sociales et en matière d'emploi, en augmentant la concurrence fiscale entre les États membres ou en affaiblissant les normes environnementales sous le faux prétexte de la simplification. Aucune proposition de déréglementation, aucun affaiblissement des structures de négociation collective, aucune érosion de la démocratie au travail et de la représentation des travailleurs au sein des conseils d'administration ne renforceront la compétitivité de l'Europe, mais au contraire, ils porteront atteinte à notre autonomie. Au contraire, l'avantage concurrentiel de l'Europe réside dans son modèle social, qui protège les travailleurs tout en favorisant l'innovation, la formation et des relations de travail équitables.

Continuer à affaiblir les normes sous le couvert de la déréglementation et de la compétitivité est non seulement une erreur sur le fond, mais aussi une vision politique à court terme. Les propositions Omnibus ont également contribué au rapprochement entre les acteurs conservateurs et d'extrême droite et ont conduit à de fortes divisions politiques au sein et entre les forces démocratiques, sapant ainsi le soutien aux initiatives indispensables pour renforcer l'Europe. De plus, un programme de déréglementation creusera le fossé entre l'UE et ses citoyens.

Il en va de même pour le 28e régime proposé. Les syndicats s'opposeront à toute tentative de contourner ou de saper le droit du travail, les droits syndicaux et les droits des travailleurs, la négociation collective ou les droits à l'information, à la consultation et à la participation, ainsi que les obligations en matière de sécurité sociale, d'environnement ou de fiscalité. L'Europe doit mettre fin aux sociétés boîtes aux lettres et aux montages fictifs, et non créer des régimes qui leur permettent de prospérer. Cela entraverait l'innovation et compromettrait la protection des travailleurs. Il ne doit y avoir aucun retour à une approche de type Bolkestein qui oppose les travailleurs et les États membres les uns aux autres.

L'Europe doit également rejeter la politique de division et de refus promue par les forces d'extrême droite et antidémocratiques. Les attaques contre les institutions démocratiques, l'égalité, les services publics, le dialogue social, les systèmes de négociation collective, les droits et prérogatives syndicaux ne protégeront pas les travailleurs. Faire des migrants, des minorités, des chômeurs ou des personnes LGBTIQ des boucs émissaires ne renforcera pas l'Europe. Ces forces cherchent à démanteler le modèle social européen et doivent être fermement combattues.

La Confédération européenne des syndicats appelle les dirigeants de l'UE à se rassembler avec une détermination renouvelée et à réagir avec clarté, unité et résolution.

Lors des crises passées, l'Europe a montré que la solidarité et l'action coordonnée peuvent protéger les citoyens et renforcer nos économies. Cela a été le cas pendant la crise du Covid, lorsque l'Europe a créé des outils innovants d'investissement et de protection de l'emploi, notamment NextGenerationEU et SURE.

Ce même esprit est à nouveau nécessaire de toute urgence.

Un pacte européen d'investissement et de transformation pour des emplois de qualité

Aujourd'hui, il est essentiel de redoubler d'efforts en faveur du projet européen par le biais d'investissements, de solidarité, de cohésion, de normes élevées et d'un modèle social fort. L'Europe doit s'engager résolument dans la voie d'une économie européenne axée sur des missions qui place au cœur de ses préoccupations la création d'emplois de qualité, la production durable, la résilience stratégique, l'innovation et une transition socialement juste, de manière à renforcer la base industrielle et les autres secteurs



économiques de l'Europe, à soutenir des services publics et des infrastructures de haute qualité et à protéger les droits et les emplois des travailleurs.

Cette approche axée sur les missions doit être le moteur de la transformation dont l'Europe a besoin, notamment le renouveau industriel, la transformation numérique, la sécurité énergétique, la transition climatique et le développement de services publics et d'infrastructures sociales solides. Les entreprises ne peuvent prospérer que si le tissu social est intact et lui-même florissant. Il doit être fondé sur la prise de décision démocratique et le dialogue social, et il doit apporter des améliorations tangibles aux conditions de travail et de vie dans toutes les régions, notamment grâce à des solutions locales qui protègent les revenus, créent des voies d'accès à des emplois de qualité et préviennent le déclin régional.

Une réponse européenne forte et une politique industrielle crédible doivent s'appuyer sur l'investissement, des emplois de qualité, la négociation collective, la démocratie au travail et l'accès universel à des services publics de haute qualité, notamment en matière de santé et de soins de longue durée. La compétitivité n'est pas une fin en soi, et elle ne peut certainement pas être atteinte par la déréglementation ou un nivellement par le bas. Au contraire, la compétitivité de l'Europe devrait découler d'une économie fondée sur la connaissance et les compétences, reposant sur des relations de travail équitables et l'apprentissage tout au long de la vie. Le cadre législatif européen est un atout pour la productivité, la stabilité et l'équité.

Les syndicats n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme sur les dommages durables causés par le sous-investissement chronique, et le rapport Draghi a souligné la nécessité pour l'Europe d'investir beaucoup plus. L'Europe a désormais besoin d'un plan d'investissement massif pour défendre et développer une production et une innovation durables, garantir la sécurité énergétique, soutenir les services publics, garantir des transitions justes pour les transformations numériques et écologiques, et préserver et créer des emplois de qualité dans tous les secteurs et toutes les régions.

À l'approche de la fin de NextGenerationEU, il est encore plus urgent de mettre en place des outils d'investissement communs permanents, notamment par l'émission d'obligations communes libellées en euros, en vue de développer une capacité budgétaire européenne. Il est également essentiel de fournir aux États membres la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour investir dans nos objectifs communs, notamment pour préserver les systèmes de protection sociale et les services publics et renforcer les infrastructures sociales. Nous devons agir maintenant !

En outre, le cadre financier pluriannuel doit garantir les investissements nécessaires à long terme et proactifs dans des emplois de qualité et dans le progrès social, environnemental et économique dans toutes les régions, y compris celles confrontées à des défis structurels. C'est pourquoi les syndicats réclament une augmentation substantielle du prochain budget de l'UE, conformément aux besoins d'investissement connus, ainsi que le maintien du Fonds social européen en tant que programme autonome, doté de ressources réservées et d'un budget supérieur à celui actuel.

Fabriqué en Europe avec une main-d'œuvre syndiquée

Une approche « Made in Europe » bien équilibrée, liée à des emplois de qualité, doit être au cœur de la politique industrielle européenne, y compris dans la loi sur l'accélérateur. Le « Made in Europe » doit signifier plus qu'une simple question géographique. Il doit couvrir tous les secteurs et être le garant des valeurs européennes : salaires équitables, droits des travailleurs solides, négociations collectives, durabilité, fiscalité équitable et normes. Il doit contribuer à protéger et à développer la capacité de production et les emplois de qualité de l'Europe, en préservant la production locale et en renforçant l'autonomie stratégique et la résilience. Il doit sécuriser et renforcer les chaînes de valeur européennes et s'appliquer également aux pays de l'AELE, aux pays candidats et au Royaume-Uni.



Les investissements privés sont au point mort depuis des années, même lorsque les profits ont explosé. Pour le mouvement syndical, il est donc clair que le soutien public, les subventions et les aides d'État ne doivent jamais être des chèques en blanc pour les entreprises. Les conditions sociales sont essentielles et doivent être incluses dans les différentes composantes du CFP. Les fonds publics doivent promouvoir l'emploi de qualité et la négociation collective, renforcer la formation, empêcher la délocalisation, exclure le dumping social et garantir que les entreprises paient leur juste part d'impôts. Ces objectifs revêtent également une grande importance dans la perspective de la révision des directives sur les marchés publics et du cadre des aides d'État.

Le commerce et les droits de douane sont de plus en plus utilisés pour affaiblir les normes et les protections, et les progrès réalisés en faveur d'un commerce équitable et durable ont été réduits à néant. L'Europe doit rester unie, prête à répondre aux pressions extérieures et déterminée à instaurer des conditions de concurrence équitables à l'échelle mondiale, à relever les normes dans le monde entier, en particulier les normes du travail, et à défendre la paix, la démocratie, l'égalité, la non-discrimination et le droit international, notamment par l'intermédiaire des Nations unies et de l'OIT.

L'UE doit défendre le modèle social européen et ne doit pas répondre à la concurrence mondiale ou aux pressions extérieures en affaiblissant ses propres mesures de protection ou en favorisant une concurrence à la baisse – y compris entre ses États membres, les pays candidats et les pays voisins – en matière de salaires et de conditions de travail.

La réponse de l'Europe à l'isolationnisme et au protectionnisme doit être la solidarité et la coopération à l'échelle européenne, ainsi que l'ouverture et le respect des règles. Dans ce contexte, il est stratégiquement important de renforcer les relations et le partenariat entre l'UE et le Royaume-Uni.

Il est essentiel que l'UE développe des outils de gestion de crise pouvant être rapidement activés pour protéger les emplois et la production dans les secteurs stratégiques menacés, en s'inspirant du modèle de l'instrument SURE. L'UE doit également s'attaquer aux vulnérabilités et aux dépendances et garantir son autonomie stratégique.

L'UE doit également rejeter l'approche de la « forteresse Europe », où les libertés individuelles et les droits collectifs sont compromis, les frontières sont fermées et les politiques migratoires ignorent les droits de l'homme.

En tant qu'union politique, l'UE doit contribuer à garantir la paix, l'État de droit, les droits de l'homme et le progrès social, notamment par des politiques de sécurité coordonnées et améliorées. L'UE doit se concentrer sur un concept plus large de sécurité, et le financement des objectifs sociaux doit être préservé de l'épuisement par la réaffectation à des initiatives de défense ou de sécurité et devrait au contraire être augmenté.

La CES réitère sa solidarité avec le peuple ukrainien face à la guerre d'agression illégale et continue menée par la Russie, et appelle à l'instauration d'une paix juste et durable avec l'Ukraine.

Nous appelons à la promotion d'une solution juste et viable pour Nicosie et Chypre, fondée sur les résolutions des Nations unies et les valeurs et principes de l'UE, et bénéficiant au peuple chypriote.

Obtenir la loi sur les emplois de qualité

Un salaire et des retraites décents, des contrats sûrs, des conditions de travail sûres et la possibilité de s'exprimer au travail ne sont pas des privilèges, mais des droits durement acquis et des éléments essentiels à la démocratie, qui contribuent à une plus grande productivité. L'UE doit également tenir sa promesse de convergence sociale vers le haut, condition nécessaire à la réalisation du « droit de rester » proposé par Enrico Letta. Le succès économique et social de l'Europe repose sur ce fondement.



L'Europe a également besoin d'une demande intérieure plus forte, grâce à un renforcement des négociations collectives et à des salaires plus élevés, afin que les gains de productivité se traduisent par une amélioration du niveau de vie et une croissance durable, et afin de lutter contre la crise du coût de la vie.

La CES considère qu'une loi ambitieuse et contraignante sur les emplois de qualité est essentielle dans le cadre d'un nouvel agenda social pour l'Europe. Elle doit être mise en œuvre sans délai.

La loi sur les emplois de qualité ne vise pas seulement à améliorer la vie professionnelle, elle est également essentielle à la réalisation des objectifs économiques et sociaux de l'Europe. La CES rappelle l'évaluation du rapport Draghi selon laquelle la promotion de la compétitivité ne doit pas reposer sur « *l'utilisation de la répression salariale pour réduire les coûts relatifs* » et que « *la compétitivité aujourd'hui dépend moins des coûts relatifs de la main-d'œuvre que des connaissances et des compétences incarnées par la main-d'œuvre* ». L'UE ne peut pas mettre en place une économie compétitive, résiliente et socialement juste sans emplois de qualité qui soient sûrs, rémunérés équitablement, compatibles avec la santé et la vie familiale des travailleurs et garantissant le droit à la formation.

Il est essentiel que l'Europe garantisse des emplois sûrs, des salaires et des conditions de travail équitables, la négociation collective, l'égalité de traitement et la dignité au travail, ainsi que l'anticipation et la gestion du changement. Il est urgent de lutter contre le travail précaire, le travail non déclaré et le faux travail indépendant, ainsi que contre les pratiques abusives de sous-traitance et d'intermédiation du travail dans tous les secteurs et tous les pays. Il ne s'agit pas de propositions abstraites, mais d'outils pratiques visant à garantir que la transformation économique de l'Europe soit également une transformation sociale, et qu'elle soit promue de manière juste et équitable.

La garantie de l'égalité entre les hommes et les femmes doit être une priorité, notamment en éliminant les écarts de rémunération et de retraite entre les hommes et les femmes, ainsi que la violence et le harcèlement au travail. L'Europe ne peut oublier les jeunes, qui souffrent de taux de chômage supérieurs à la moyenne et sont trop souvent confrontés à de mauvaises conditions de travail, notamment à l'injustice des stages non rémunérés.

La CES invite la Commission à veiller à ce que la loi sur les emplois de qualité s'attaque de front au déficit d'emplois de qualité et devienne un instrument concret permettant de relever les normes dans toute l'Europe et de créer des emplois de qualité dans toutes les régions et tous les secteurs.

Des normes sociales minimales contraignantes au niveau de l'UE, le dialogue social et les négociations collectives, les droits syndicaux et les droits des travailleurs, l'information, la consultation et la participation, la santé et la sécurité au travail sont essentiels pour assurer le progrès social et la convergence vers le haut. Ces normes minimales contraignantes ne doivent en aucun cas être compromises.

Une Europe plus forte

Les événements récents sont un avertissement : une démocratie forte, une paix et une sécurité durables sont impossibles sans justice sociale et sans une économie équitable, qui valorise l'égalité, la redistribution et des conditions de vie décentes pour les travailleurs, les retraités, les familles et les communautés.

Les dirigeants européens doivent tracer une nouvelle voie fondée sur la solidarité qui défende la démocratie, renforce la cohésion sociale et régionale, s'attaque aux inégalités et à la pauvreté, renforce la résilience écologique, protège la négociation collective et le dialogue social, et rejette l'austérité et les politiques antidémocratiques.



Une Europe plus forte signifie une autonomie stratégique fondée sur la solidarité, l'investissement, le progrès social et la justice sociale, et non sur la déréglementation, l'austérité ou la mainmise des entreprises.

Nous appelons les dirigeants européens à réaliser un bond en avant en matière d'investissement pour notre économie et notre avenir européens communs, dans le cadre d'une stratégie industrielle axée sur des missions qui crée des emplois de qualité dans tous les secteurs et toutes les régions.

Nous appelons les dirigeants européens à reconnaître que des emplois de qualité, un dialogue social fort et la négociation collective sont des éléments clés d'une économie sociale de marché compétitive, résiliente et inclusive, à prendre des mesures concrètes pour étendre la couverture de la négociation collective et à adopter une loi forte sur les emplois de qualité.

Nous appelons les dirigeants européens à progresser vers une intégration européenne fondée sur le progrès social et le renforcement du développement démocratique des institutions de l'UE, en plaçant les valeurs démocratiques et les droits sociaux au cœur de l'avenir de l'Europe.

La CES est prête à œuvrer pour une Europe plus forte, qui garantisse la dignité, la sécurité et l'équité pour tous, et qui prouve que l'Europe peut relever les défis d'aujourd'hui et de demain en faisant preuve de solidarité.

La CES et ses affiliés travailleront avec les institutions de l'UE et les États membres, et mobiliseront les travailleurs à travers l'Europe, afin de transformer ces revendications en améliorations concrètes pour les travailleurs et leurs communautés.